Trimestriel - Hiver 2025

la revue des volontaires

bpost
PB-PP
BELGIË(N) - BELGIQUE

.11 S'INFORME

Baromètre.
Les Belges sondés sur les enjeux internationaux

Projet Sud.
Au Bénin, donner la vie est un défi

Coulisses.
Pour peser dans le débat, l'union fait la force

© Thomas Freteur - Tournai

Opération 11.11.11

Élan citoyen pour la solidarité internationale

CNCD
11.11.11

Quai du commerce 9
1000 Bruxelles
Bureau de dépôt : Eupen

SAVE THE DATE !

Fête de la solidarité internationale **sam. 11.04**
Namur

Après Louvain-La-Neuve, Bruxelles et Tournai, le rendez-vous annuel du CNCD-11.11.11 se tiendra dans la capitale wallonne. La 4e édition de la Fête de la solidarité internationale sera à nouveau l'occasion de rassembler la galaxie 11.11.11, des simples curieux·ses aux volontaires les plus engagé·es. Au menu : un village associatif, des animations diverses et pour enfants, des concerts, une expo, la première de la pièce « Qui a volé l'orange ? » et de grands entretiens avec des personnalités inspirantes. Rejoignez-nous pour ce moment festif : cncd.be/fsi-2026

L'Opération 11.11.11 a une nouvelle fois été un grand succès, et c'est grâce à vous ! Merci à toutes et tous de vous être mobilisés et d'avoir fait rayonner la solidarité internationale dans votre région.

2025 © MARIE ROY, REVELIO.BE

L'actu en bref

Podcast

GENRE ET CLIMAT : DEUX THÉMATIQUES INDISSOCIABLES

Le dérèglement climatique a des impacts majeurs sur la vie des populations. Si celles du Sud sont plus exposées à ces effets que celles du Nord, hommes et femmes ne sont pas égaux non plus devant ses conséquences. Pour comprendre ces interactions entre justices climatique et de genre, nous nous sommes entretenu·es avec María Martín de Almagro, docteure en Sciences politiques et sociales à l'Université de Gand. Retrouvez cette discussion dans notre nouveau podcast, disponible sur toutes les plateformes et sur **cncd.be/podcasts**

Solidarité internationale

LES BELGES PRÔNENT UN MONDE PLUS JUSTE

Qui dit mois de novembre dit sortie du Baromètre de la solidarité internationale qui sonde l'avis des citoyen·nes sur les grands enjeux internationaux. On y apprend notamment que près d'un Belge sur deux est favorable à une augmentation de l'aide au développement (lire l'édito ci-contre) alors même que le gouvernement Arizona a décidé d'en diminuer le budget de 25%.

Contrairement au discours politique dominant, la justice migratoire, climatique et fiscale sont largement plébiscitées. Ainsi, l'opinion publique belge soutient majoritairement des solutions migratoires fondées sur les droits humains. Elle continue également à appeler les responsables politiques à plus d'ambition climatique – près de six sondé·es sur dix soutiennent le Pacte vert européen. Par ailleurs, et ce chiffre augmente chaque année, plus de huit personnes sur dix sont favorables à une taxe sur les grosses fortunes en Belgique et à une « taxe Zucman » à l'échelle mondiale.

En matière de commerce, une majorité souhaite intégrer des normes sociales et environnementales contraignantes dans les accords de libre-échange.

Enfin, une majorité encore plus écrasante demande un cessez-le feu définitif à Gaza et la fin de l'occupation des territoires palestiniens. Retrouvez tous les résultats et notre analyse sur : **cncd.be/bsi**

Mallette pédagogique

COMPRENDRE LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Une mallette pédagogique conçue pour les enseignant·es et animateur·rices sur les systèmes alimentaires justes et durables sortira en mars 2026. Elle propose aux jeunes dès 15 ans, une vingtaine d'activités pour éveiller leur curiosité, comprendre les enjeux et explorer les liens entre alimentation, justice sociale et durabilité. Les outils pédagogiques contenus dans la mallette leur permettent d'imaginer des alternatives et de passer à l'action pour transformer nos systèmes alimentaires. La mallette sera disponible sur commande sur le site du CNCD-11.11.11 dès février 2026.

Rendez-vous le 11 mars à Bruxelles pour le lancement de la mallette pédagogique « Systèmes alimentaires justes et durables ».

Justice migratoire

UNE MOTION-TYPE POUR CONTRER LES VISITES DOMICILIAIRES

Comme évoqué dans son accord de gouvernement, l'Arizona a voté la mise en place de visites domiciliaires permettant aux forces de police de pénétrer dans un domicile sans consentement des résident·es, dans le but d'arrêter des personnes en situation de séjour irrégulier. Pourtant, le droit à la vie privée et l'inviolabilité du domicile sont garantis par la loi. Comme en 2018, avec le Ciré et la Ligue des droits humains, nous dénonçons une mesure stigmatisante, inefficace et contraire à l'esprit d'hospitalité qui anime les citoyen·nes et de nombreuses communes, dont certaines se sont d'ores et déjà opposées à ces visites domiciliaires, comme elles s'étaient déclarées « hospitalière » il y a quelques années.

Interpellez votre commune pour qu'elle adopte une motion contre les visites domiciliaire: **cncd.be/-campagne-rendons-notre-commune-hospitaliere-**

Edito

LES BELGES SOUTIENNENT LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

2025 © MARIE ROY, REVELIO.BE

La montée de l'extrême droite et les attaques contre la coopération internationale laissent penser que l'adhésion des citoyens et citoyennes aux valeurs de solidarité internationale et aux alternatives pour un monde juste et durable serait en berne. Selon une idée en vogue, les partis nationalistes et d'extrême droite tireraient profit d'une majorité silencieuse qui n'aurait pas accès aux médias traditionnels et qui exprimerait sa colère dans les urnes.

Pourtant, les politologues ne cessent de mettre en garde contre cette vision erronée des choses, car cela incite les partis traditionnels à copier l'extrême droite, et ainsi légitimer et renforcer son discours et son idéologie. C'est au contraire en diffusant un discours alternatif et en mettant en œuvre des politiques progressistes que ces partis peuvent espérer rallier l'électorat qui leur a tourné le dos.

Comme le révèle le Baromètre de la solidarité internationale, publié chaque année par le CNCD-11.11.11 en partenariat avec le magazine Le Vif, les Belges soutiennent majoritairement les politiques de solidarité internationale. L'édition 2025 du Baromètre, publiée en novembre dernier, révèle ainsi que la majorité reste attachée à la coopération internationale, à la régularisation des sans-papiers, à la justice fiscale et à la lutte contre le dérèglement climatique. Et si quatre Belges sur dix soutiennent l'augmentation des dépenses militaires, sept Belges sur dix refusent que cela se fasse au détriment de la protection sociale.

> Le succès de l'Opération 11.11.11, organisée du 6 au 16 novembre derniers, est un autre indice du soutien des Belges à la solidarité internationale. Plusieurs milliers de nouveaux donateurs et donatrices nous rejoignent chaque année, 2025 ne faisant pas exception.

Le Baromètre 2025 précise en outre pour quel parti les répondant·es ont voté lors des dernières élections. Cela permet de constater que les politiques prônées par un parti ne sont pas toujours partagées par son propre électorat. On constate par exemple que seulement 7% de l'électorat des Engagés et 16% de celui du MR sont favorables à une baisse de l'aide au développement, tandis que 59% et 44% souhaitent augmenter l'aide au développement – alors que la coalition Arizona a décidé de réduire d'un quart le budget de la Coopération belge.

Le succès de l'Opération 11.11.11, organisée du 6 au 16 novembre derniers, est un autre indice du soutien des Belges à la solidarité internationale. Plusieurs milliers de nouveaux donateurs et donatrices nous rejoignent chaque année, 2025 ne faisant pas exception. A l'heure d'écrire ces lignes, les comptes sont en cours de finalisation et le résultat final n'est pas encore connu, mais tout porte à croire que l'Opération 11.11.11 va battre un nouveau record en dépassant les 2,4 millions €.

En définitive, si la société est de plus en plus polarisée et que le nombre d'indécis·e, qu'il est important de sensibiliser, est important, il existe une base sociale pour construire un monde juste et durable fondé sur les valeurs de solidarité internationale.

ARNAUD ZACHARIE,
Secrétaire général du CNCD-11.11.11

ABONNEZ-VOUS À IMAGINE

ET SAUVEZ LE MAGAZINE !

Le compteur affiche le chiffre de 1 700 !
Objectif : 1800 abonné·es d'ici la fin de l'année.

Imagine offre aux membres du CNCD une réduction de **10 % sur ses abonnements** :

Pour en bénéficier, il vous suffit d'entrer le code promo **CNCD10** dans le panier sur le kiosque en ligne :

kiosque.imagine-magazine.com

ABONNEMENT DIGITAL
(100 % digital : podcasts, vidéos, magazine en pdf)
ABONNEMENT COMBINÉ
(100 % digital ET papier, avec un accès à toutes les archives)

info@imagine-magazine.com
04 380 13 37

© Kristof Vadino

Devoir de vigilance

QUAND L'UE DÉRÉGULE, LES DROITS RECULENT

Le Parlement européen a acté le démantèlement de la directive sur le devoir de vigilance qui obligeait les grandes entreprises à démontrer qu'elles s'assurent que les droits humains, du travail et l'environnement sont respectés tout au long de leur chaîne de valeur. L'UE cède sous la pression des lobbies et de l'extrême droite.

Rédigé par
VALENTINE VAN VYVE,
Chargée de communication

Chhorpesal Chhom travaillait depuis huit ans pour Hulu Garment lorsqu'en 2020, cet atelier de couture de Phnom Pen, au Cambodge, décidait soudainement de fermer ses portes. Comme elle, plus d'un millier de travailleur·euses de l'industrie textile se voyaient suspendu·es de leurs activités. « On nous a mis la pression pour signer un document pour soi-disant recevoir notre paie de suspension, témoigne l'ancienne travailleuse de Hulu Garment. Nous signions sans le savoir une lettre de démission ». En piégeant ses ouvrier·ères, l'atelier fournissant notamment des vêtements pour le géant allemand Adidas évitait de payer leurs indemnités légales de licenciement. « Je n'ai plus pu rembourser mon crédit, j'ai été contrainte de diminuer les dépenses pour les repas du foyer et n'ai plus pu aider mes parents », relate Chhorpesal Chhom. Depuis plusieurs années, elle se bat pour que les travailleur·reuses récupèrent l'argent dû par Adidas, Amazon et d'autres grandes marques.

> Pour obtenir une majorité au sein de l'organe législatif européen et démanteler des pans entiers de la directive sur le devoir de vigilance, le groupe PPE s'est appuyé sur une alliance inédite avec l'extrême droite.

L'histoire de Chhorpesal Chhom n'est pas isolée. En Thaïlande, au Sri Lanka ou au Salvador, les travailleur·euses du textile subissent des atteintes à leurs droits, aux salaires décents, à l'association ou à la justice. Dans des pays - comme le Cambodge - dont la majorité des exportations reposent sur l'industrie de l'habillement, la dépendance économique au secteur de la confection octroie un pouvoir indéniable aux marques et enseignes de mode. Ce sont elles qui sortent grandes gagnantes de la faiblesse des salaires et des conditions de travail.

LES ENTREPRISES RESPONSABLES DE LA VIOLATION DES DROITS

« Le modèle économique de l'habillement repose sur l'exploitation des humains et de la planète », explique Zoé Dubois, chargée du plaidoyer à achACT. Et c'est à cela que l'UE avait décidé de répondre en adoptant des lois protégeant non seulement les droits humains, mais aussi la planète. Ces textes inscrits dans le Pacte Vert - dont la directive sur le devoir de vigilance (CS3D) - adoptés en 2024, obligeaient les grandes entreprises à prévenir et réparer les violations des droits humains, du travail et de l'environnement dans leurs chaînes de production mondiales : depuis les ateliers de Phnom Pen jusqu'aux magasins bruxellois. « Cette directive, c'est un premier pas vers un salaire vital, une liberté d'association, la fin du travail forcé », se réjouissait il y a quelques mois encore Kalpona Akter, dirigeante syndicale bangladaise. Ses espoirs, comme ceux des 4 millions de couturières et couturiers de son pays, ont été douchés par la récente volte-face de l'Union européenne.

DROITE ET EXTRÊME DROITE TORPILLENT LE DEVOIR DE VIGILANCE

Au terme de deux années de campagne, le CNCD-11.11.11 avait salué le pas en avant d'une directive qui « obligeait les très grandes entreprises à vérifier que leurs chaînes de production ne reposent pas sur le travail des enfants, l'esclavage moderne ou la destruction de la nature », résume Sophie Wintgens, chargée du Commerce au CNCD-11.11.11. A peine adoptée, la voilà déjà démantelée.

En effet, sous couvert de faciliter la vie des entreprises et favoriser leur compétitivité, la Commission européenne conduite par Ursula von der Leyen, a proposé un paquet de lois, dit Omnibus 1, qui revient sur l'engagement pris pour que ses entreprises soient durables, et donc respectueuses des droits fondamentaux. Le 13 novembre dernier, le Parlement européen suivait la Commission, marquant un recul sur la durabilité et le fonctionnement démocratique de l'UE.

Pour obtenir une majorité au sein de l'organe législatif européen et démanteler des pans entiers de la directive sur le devoir de vigilance, le groupe Parti populaire européen (PPE) s'est appuyé sur une alliance inédite avec l'extrême droite. « Ce vote est l'aboutissement de mois de lobbying intensif de grandes entreprises et de pressions des groupes politiques nationalistes et conservateurs, des États-Unis et du Qatar », analyse la coalition belge Corporate Accountability, qui réunit une vingtaine d'organisations de la société civile belge et diverses ONG et organisations de défense des droits humains, du travail et de l'environnement.

Les conséquences sont très concrètes. « Ce texte fragilise gravement des règles qui protègent les droits humains, sociaux et l'environnement, et prive d'accès à la justice les victimes affectées par les entreprises », poursuit Sophie Wintgens. En l'absence d'un régime de responsabilité civile harmonisé au niveau européen, il est en effet pratiquement impossible pour les personnes lésées, en particulier dans les pays du Sud, d'accéder à la justice afin d'obtenir réparation pour les dommages subis. Par ailleurs, seules les entreprises de 5 000 salarié·es et d'un chiffre d'affaires d'au moins 1,5 milliard € sont désormais concernées par le respect des droits humains, du travail et des normes environnementales, réduisant leur nombre d'environ 70 %. Ces entreprises ne seraient plus contraintes de rédiger ni d'appliquer un plan de transition climatique. « Omnibus 1 montre comment les intérêts économiques des plus puissants peuvent dicter l'agenda politique européen », déplore Sophie Wintgens.

La directive initiale a été vidée de sa substance… mais tout n'est pas encore joué puisque des négociations décisives doivent à présent avoir lieu entre le Parlement, la Commission et les États membres. « Certains aspects peuvent encore être sauvés, précise la chercheuse du CNCD-11.11.11. Les négociations à venir doivent maintenir la défense des droits humains et de l'environnement. » La (sur)vie de Chhorpesal Chhom, Kalpona Akter et tant d'autres en dépend.

COP : LA RÉGION WALLONNE CONSACRERA 13 MILLIONS € AU FINANCEMENT DU CLIMAT

Lors de la COP30 qui se tenait au Brésil en novembre, la Région Wallonne a réitéré ses engagements en matière d'adaptation dans les pays du Sud.

Restauration de mangroves au Sénégal, système d'alerte précoce en cas d'inondation au lac Tchad, gestion des eaux souterraines en Tunisie, voici quelques-uns des projets qui devraient être soutenus par la Wallonie dans les pays les plus touchés par le dérèglement climatique. Cécile Neven, la Ministre wallonne du Climat présente à la COP30, a en effet annoncé une contribution de 13 millions € (en dons) de financement climat pour les pays du Sud en 2026, dont 3 millions € au fonds des Nations unies pour l'adaptation des pays les plus vulnérables aux effets du dérèglement du climat.

Le financement climatique – et notamment de l'adaptation - était l'un des enjeux cruciaux de la COP30 qui s'est tenue en novembre à Belém, les pays riches rechignant à mettre la main au portefeuille.

Mais la Wallonie poursuivra les efforts engagés lors de la COP29 à Bakou. Nicolas Bormann, chargé de recherche au CNCD-11.11.11 sur la justice climatique, a salué un « signal positif, particulièrement à l'heure où la solidarité internationale est sous pression ». En revanche, il a rappelé la nécessité de « mettre ce chiffre en perspective avec les besoins exponentiels des pays en développement à mesure que la crise climatique s'aggrave ». Il estime que le financement climatique belge dans son ensemble devrait plus que tripler d'ici 2035 pour contribuer à sa juste hauteur à l'objectif de financement climat international de 300 milliards de dollars par an, décidé l'an dernier. A noter que le gouvernement flamand a confirmé qu'il ne débloquerait aucun budget pour 2026.

© Shannon Rowies

CONSTRUIRE DES COALITIONS FORTES POUR PESER SUR LE DÉBAT PUBLIC

Le 4 septembre dernier, le CNCD-11.11.11 rassemblait organisations et syndicats agricoles pour contester d'une même voix l'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur. Unir les différent□es acteur□rices autour d'un même objectif, c'est l'art délicat du CNCD-11.11.11, raconté par Jean-Gabriel Vermeire, qui coordonne les mobilisations au CNCD-11.11.11.

> « Cette journée nous a montré que nous avions les moyens, ensemble, de peser sur le débat public. »

Il est déjà 16h, et le ciel de Bruxelles hésite entre gris et noir. De gros nuages s'amoncellent au-dessus du Parlement européen. Amaury, chargé de recherche sur la souveraineté alimentaire au CNCD-11.11.11 et avec qui j'organise cette mobilisation, lève la tête, plisse les yeux, et me lâche en riant : « On croise les doigts pour qu'il ne pleuve pas avant qu'on ait fini de monter ce bonhomme de paille. »

Devant nous, un tas de ballots, quelques barres métalliques et une bâche trempée composent ce qui deviendra, dans moins d'une heure, un symbole géant : l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur, matérialisé sous forme de marionnette qu'on détruira collectivement à la fin de la mobilisation.

On a prévenu la police et obtenu leur tolérance, vérifié la météo vingt fois, renforcé la structure pour résister aux rafales annoncées. L'adrénaline monte. Les pensées s'entrechoquent : Est-ce que les partenaires seront tous là ? Est-ce que la presse viendra ? Est-ce qu'on arrivera à réunir le monde dont on parle depuis des semaines ?

Les invitations sont parties, le communiqué est prêt, les journalistes ont confirmé, le photographe et le vidéaste sont sur place. Derrière l'aspect concret, c'est tout un travail invisible qui s'incarne là, au pied du Parlement.

DE LA PAILLE ET DU LIEN

Pendant qu'Amaury attache la tête du bonhomme avec un câble de fer, je le vois sourire, concentré. Je me surprends à penser : je ne reviens pas qu'on ait réussi à mettre autant de partenaires ensemble. Des partenaires qui, d'habitude, ne travaillent pas côte à côte. Certains ne montent d'ailleurs jamais sur la même scène. Et pourtant, aujourd'hui, ils diront tous d'une seule voix : « STOP UE-Mercosur »

Cela fait des années que nous travaillons sur ce dossier au CNCD-11.11.11, et c'est la première fois qu'on atteint une telle alliance. On a fait des réunions par dizaines, des permanences téléphoniques, des visios interminables. On a écouté, rassuré, expliqué. On a cherché les points communs et mis les désaccords de côté. Notre force, c'est ce tissage patient entre des mondes militants très différents : les syndicats agricoles, les ONG environnementales, les associations de solidarité internationale, les collectifs de consommateurs, les médecins inquiets des effets sanitaires d'un commerce dérégulé. Tous ces bouts de société civile qui, mis ensemble, deviennent un front uni. C'est ça, le cœur du métier du CNCD-11.11.11 : mettre en commun, faire coalition, donner du poids à nos idées pour qu'elles soient intégrées dans notre société sans casser la confiance.

L'ART DÉLICAT DE LA COALITION

Travailler en coalition, c'est un art, un équilibre fragile entre convictions et compromis. Derrière chaque photo d'action ou communiqué de presse, se cachent des heures d'écoute, de diplomatie, de médiation. On alterne constamment entre deux niveaux : le collectif — les grandes réunions plénières où tout le monde parle, débat, parfois s'échauffe — et l'individuel — les discussions bilatérales pour lever les hésitations, apaiser les tensions, maintenir la confiance. Le CNCD-11.11.11 a appris à jouer sur ces deux registres. Souvent, on avance mieux quand on fait ensemble, avant même de signer ensemble. Une action commune, une banderole partagée, un communiqué collectif : ces gestes concrets deviennent des ponts entre des cultures militantes parfois opposées. C'est ce que j'appelle la « diplomatie de la barricade ».

Ce 4 septembre 2025 fera donc symboliquement date. Pour la première fois, les trois principaux syndicats agricoles belges — la FWA, la FJA et la FUGEA — ont partagé la même scène, installée devant le Parlement européen. À leurs côtés, Greenpeace, Oxfam, les Mutualités, des associations de jeunesse, des collectifs citoyens, des mouvements de santé publique… C'est une alliance rare, presque improbable, rendue possible par ce patient travail de mise en commun et, disons-le, par un contexte favorable.

On avait espéré que 300 personnes participent à la mobilisation. En voyant la place du Luxembourg se remplir, on comprend qu'on y est presque. Ce n'est plus juste une action. C'est un signal politique, un moment où des voix multiples deviennent un chœur.

En regardant ce bonhomme de paille s'effondrer sous les applaudissements, je me dis qu'en fait, c'est plus qu'une victoire symbolique ; c'est la démonstration que la société civile belge peut parler d'une seule voix, même sur un sujet complexe comme un accord commercial international. Quelle que soit l'issue du vote, cette journée nous a montré que nous avions les moyens, ensemble, de peser sur le débat public, d'influer sur la politique commerciale, de faire entendre une autre vision du commerce : juste, durable, respectueuse des peuples et de la planète.

LA FORCE DU COLLECTIF

Notre rôle, au CNCD-11.11.11, n'a pas seulement été de coordonner, mais aussi de traduire les différences en alliances, d'aider à ce que chaque acteur — agriculteur, écologiste, syndicaliste, médecin — se sente partie prenante d'un même combat. On n'efface pas les divergences ; on apprend à les transformer en force collective.

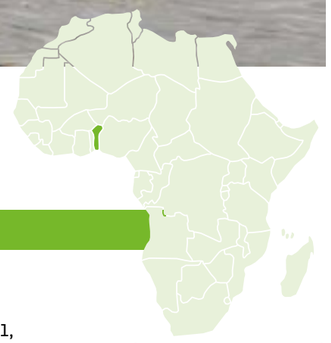
En redescendant le matériel, trempé mais souriant, Amaury lâche : « Il y a cinq ans, on n'aurait jamais cru voir ça ! » Je hoche la tête. Oui, c'est vrai. Et c'est sans doute ce qui me rend le plus fier : ce moment où des mondes se rejoignent.

Le CNCD-11.11.11 porte dans son ADN cette conviction : c'est ensemble qu'on change la société. Et s'il faut parfois des barres métalliques pour faire tenir un bonhomme de paille, il faut surtout du lien, de la patience et une bonne dose d'humanité pour faire tenir une coalition.

JEAN-GABRIEL VERMEIRE,
Chargé de mobilisation

Les député·es européen·nes voteront en février. Interpelez celles et ceux qui sont encore indécis.

© Véronique Paternostre



AU BÉNIN, DONNER LA VIE EST UN DÉFI

Réduire la mortalité des nouveau-nés et des mère : voilà l'objectif d'un projet mené par l'ONG belge Memisa et ses partenaires béninois. Reportage à Zinvié et à Sô-Ava.

Dans la salle « kangourou » de l'hôpital La Croix de Zinvié, au sud du Bénin, des mères serrent contre leur peau leurs nouveau-nés prématurés. Pas de couveuses, peu d'électricité : ici, la vie se maintient à la force du lien. Le contact peau contre peau en continu rassure le bébé et régule sa température. Les nouveau-nés sont accueillis dans cet espace en raison de leur poids trop faible, inférieur à deux kilos. Dans une petite chambre, ouverte pour la famille qui y apporte les repas, une mère tient son enfant blotti contre elle. Il n'a pas encore de prénom. Ce sera le cas lorsqu'il aura passé le cap des deux kilos et pourra alors rentrer à la maison.

« Nous n'avons pas beaucoup de moyens, mais nous avons des bras », signale Aïchatou Chabimoro, la pédiatre du service. Ce geste simple a fait ses preuves. Son cahier de présences atteste de la diminution de la mortalité néonatale d'un tiers en deux ans.

Ce service fait partie d'un programme soutenu par l'ONG belge Memisa, membre du CNCD-11.11.11,
qui accompagne l'hôpital dans un projet de réduction de la mortalité infantile et néonatale. L'appui a permis d'acquérir des berceaux, des lampes de photothérapie, du matériel de pesée et d'hygiène. Il a également permis de mettre en place des ateliers collectifs : nutrition, allaitement, hygiène, contraception. On y prépare des bouillies à base de mil, de soja et de poisson moulu. « Nous apprenons à cuisiner la vie », dit la pédiatre, pensive. Mais surtout, il a permis de former le personnel et de renforcer le suivi des mères.

À Zinvié, les soignant·es affrontent chaque jour la précarité : retards dans les transferts, ruptures de stock de médicaments, sous-équipement. Les femmes arrivent souvent épuisées, parfois après un accouchement à domicile. Certaines cachent leur grossesse par crainte du regard de la communauté ou faute de moyens. « Il faut d'abord les rassurer, les écouter, leur redonner confiance », explique la pédiatre Chabimoro. Ceci à plus forte raison que, dans certaines régions, les croyances religieuses et coutumières façonnent les comportements : certaines femmes évitent les examens prénataux, d'autres refusent de nourrir leurs jeunes enfants avec des œufs ou de la viande, de peur d'en faire « des enfants voleurs ». Médecins et sages-femmes collaborent dès lors avec chefs de village et prêtres vaudou. Peu à peu, les tabous reculent et les soins s'ancrent dans la culture locale.

LES RÉFORMES SUR LE TERRAIN

Les réformes nationales commencent à produire des effets concrets (lire ci-dessous). Dans plusieurs hôpitaux, des guichets communautaires permettent aux patientes d'obtenir des informations, de déclarer leurs enfants et de faire valoir leurs droits à la gratuité des césariennes.

À Zinvié, le partenariat entre l'Hôpital La Croix et Memisa a renforcé la logistique : vingt nouveaux berceaux, deux photothérapies, une salle de soins kangourou, et un système de référencement plus rapide pour les cas critiques. Ces investissements, modestes mais ciblés, changent le quotidien. Les équipes se déplacent désormais dans les villages voisins pour repérer les grossesses à risque, informer sur la contraception et distribuer des moustiquaires.

La mission de Memisa n'est pas seulement d'équiper les hôpitaux, mais de tisser un réseau qui relie les structures publiques, les ONG, les leaders communautaires et les familles. Objectif : renforcer un système de santé de proximité capable de résister aux chocs – épidémies, inondations, crises économiques – et d'assurer une continuité des soins pour les femmes et les enfants.

Par exemple, dans les communes lacustres de Sô-Ava et des Aguégués, la santé publique se déplace en barque vers les quelque 130 000 habitan·es. Avec son partenaire l'ABPF (Association béninoise pour la protection de la famille), Memisa a construit deux cliniques mobiles motorisées, véritables dispensaires flottants équipés de deux cabines climatisées, un espace de soins, des toilettes, du matériel gynécologique et de dépistage rapide. Les prestations vont de la planification familiale aux soins néonataux, en passant par le conseil aux victimes de violences.

UN INDICATEUR DE DÉVELOPPEMENT

La santé maternelle et infantile reste un baromètre du développement humain. Elle dépend des infrastructures, de l'égalité des genres, de la confiance entre populations et institutions et de l'éducation. À cet égard, le Bénin affiche un taux de scolarisation des filles de 94 % au niveau de l'enseignement primaire, mais la moitié décroche avant le secondaire, même si un programme du gouvernement en prévoit la gratuité pour les filles.

Alors qu'une adolescente sur dix est déjà mère avant 18 ans, les ONG locales plaident pour une approche intégrée : santé, éducation, émancipation. « On ne soigne pas seulement les corps, on soigne des histoires, des destins », rappelle Aïchatou Chabimoro.

Le Bénin avance lentement, entre contraintes économiques et innovations locales. Les hôpitaux, les relais communautaires et les ONG tracent une même ligne : qu'aucune femme ne risque sa vie pour donner la vie. Sur la terre ferme comme sur les eaux du Nokoué, c'est ce combat discret et obstiné qui redessine le visage d'une santé plus juste.

VÉRONIQUE PATERNOSTRE,
Coordinatrice des programmes

> « On ne soigne pas seulement les corps, on soigne des histoires, des destins. »

LA LENTE MUTATION DU SYSTÈME DE SANTÉ

Malgré les réformes du système de santé, la maternité comme la maladies restent des épreuves économiques.

Au Bénin, donner la vie reste un défi. Le pays compte 13,3 millions d'habitants et un taux de fécondité de 4,7 enfants par femme. Malgré une croissance économique stable, la pauvreté touche encore plus d'un tiers de la population, et bien davantage dans les zones rurales.

La mortalité maternelle atteint encore 391 décès pour 100 000 naissances, et la mortalité néonatale environ 23 pour 1 000. Les principales causes — hémorragies, infections, accouchements à domicile, grossesses précoces — sont évitables, mais l'accès aux soins reste inégal.

Depuis 2018, l'État a lancé une réforme en profondeur du système de santé. Le territoire est organisé en 34 zones sanitaires, chacune dotée d'un hôpital de référence. Une Autorité de régulation du secteur de la santé (ARS) veille désormais à la qualité des soins, tandis que le programme ARCH (Assurance pour le renforcement du capital humain) offre une couverture aux plus pauvres : ils étaient plus de 330 000 bénéficiaires en 2025.

Ces efforts s'accompagnent du déploiement de 16 000 relais communautaires chargés de sensibiliser, dépister et orienter. Mais la densité médicale reste faible — 8,9 professionnels qualifiés pour 10 000 habitants — et la santé ne reçoit que 3,9 % du budget national. Les ménages assument encore 40 % des dépenses : trop pour les familles les plus fragiles. Résultat : la maladie et la maternité restent des épreuves économiques.

Selon le Benin Sustainable Development Report 2024 (SDSN), ces fragilités s'inscrivent dans un contexte plus large : l'accès à l'eau potable se limité à 76,7 % en zone rurale et 71,8 % en zone urbaine. Or l'accès à une eau potable de qualité et à des infrastructures d'hygiène est un déterminant majeur de la santé maternelle et néonatale.

© Shannon Rowles

VISAGES DU CHANGEMENT

AU NORD

DAVID D'HONDT,
Éleveur de moutons à Bruxelles

À Berchem-Sainte-Agathe, une cinquantaine de brebis paissent en plaine air sur 13,5 hectares de terres prêtées à David D'Hondt par la région bruxelloise. Le fondateur des « Moutons bruxellois » en commercialise la viande alors qu'un groupe de bénévoles gère la lainerie. Justement, cet élevage urbain est une manière de tisser du lien entre la ville et sa périphérie, et de ramener la notion de production dans un environnement urbain dont elle a quasiment disparu. Par sa simple présence dans la ville, le projet agricole rencontre aussi des visées pédagogiques chères à ce professeur de religion d'une école secondaire de Molenbeek.

Prof à temps plein et éleveur dès qu'il le peut, David D'Hondt crée des ponts entre ses deux professions. C'est notamment le cas dans ses différentes formes d'engagement. Présent de manière visible lors de la mobilisation organisée en septembre contre l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur – son tracteur faisait office de scène pour les intervenant·es – il lui semblait évident de « s'opposer à l'agrobusiness qui nuit à tout le monde : les paysans d'Amérique latine et d'ici », mais aussi aux consommateurs, au premier rang desquels… ses élèves. L'engagement de David est un signal clair pour une « école qui prône l'égalité des chances et entend faire des élèves, des acteurs du futur ».

En octobre, soutenu par le CNCD-11.11.11, il organisait une journée de soutien aux bergers palestiniens. Une manière de rejoindre la lutte qu'il mène, à Bruxelles, pour l'accès à la terre et la défense d'un métier ancestral. « Je me mobilise là où c'est possible », commente l'homme de 36 ans qui, de son propre aveu, « n'aime pas s'embêter ».

AU SUD

KUM'TUM AKROÁ GAMELA,
Leader indigène brésilien

Kuntum Akroá Gamella est le visage du peuple Akroá Gamella, un peuple « issu d'une longue histoire de résistance à l'invasion coloniale », explique ce leader indigène brésilien. Chassé de son territoire ancestral par l'agrobusiness, puis déclaré « éteint » au début du XXe siècle par le gouvernement brésilien, il lutte toujours contre son effacement.

« Le néocolonialisme a le visage de la transition verte, assène Kum'tum Akroá Gamela. C'est ainsi qu'il dénonce le programme « Global Gateway » porté notamment par les institutions européennes, et en particulier le mégaprojet portuaire et ferroviaire qu'elles comptent financer dans l'État du Maranhão afin de faciliter l'exportation de matières premières vers le vieux continent. « On assiste à nouveau à l'exploitation de nos richesses », poursuit le natif du village de Cajueiro Piraí.

Ce « corridor stratégique », pensé pour la transition énergétique de l'UE, a été réalisé sans consultation préalable des communautés affectées et constitue « une menace pour l'existence et le mode de vie traditionnel des communautés indigènes, d'agriculteurs et de pêcheurs des 22 municipalités qu'il traverse, dénonce l'homme de 51 ans. C'est la mort des peuples indigènes et du vivant tout le long de la voie de chemin de fer ». Raison pour laquelle les communautés indigènes concernées demandent l'arrêt pur et simple de ce mégaprojet d'infrastructure. « Ce pillage est un suicide : il menace l'existence de l'espèce humaine », prévient Kuntum Akroá Gamella.

Vous êtes prof ? Abonnez-vous au Monde en classe : le dernier numéro met en lumière le rôle des peuples autochtones pour préserver le climat. cncd.be/mec

Agenda

NAMUR

11/04 – de 10h à 18h – Namur - Arsenal
FÊTE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

LUXEMBOURG

29/01 - de 18h30 à 21h30 – Florenville
ARPENTAGE DE « ANTIDOTE AU CULTE DE LA PERFORMANCE », D'OLIVIER HAMANT

04/02 - de 19h à 21h – Marche-en-Famenne
ARPENTAGE DE « MANGEZ LES RICHES : LA LUTTE DES CLASSES PASSE PAR L'ASSIETTE », DE NORA BAOUAZZOUNI

10/02 – de 20h à 22h – Libramont
FESTIVAL ALIMENTERRE, PROJECTION DU FILM « MARIPOSAS NEGRAS »

21/02 – de 20h à 22h – Lacuisine
CONFESTACLE « RÉSISTER À L'ACCÉLÉRATION POUR RÉSISTER AU BURNOUT DE LA PLANÈTE » DE PIERRE STASSART

24/02 – de 20h à 22h – Neufchâteau
FESTIVAL ALIMENTERRE, PROJECTION DU FILM « GREEN IS THE NEW RED »

10/03 – de 20h à 22h – Saint-Hubert
FESTIVAL A TRAVERS CHAMPS

20/03 – de 9h30 à 12h – Arlon
MARCHE « LÈVE-TOI CONTRE LE RACISME ! »

31/03 – de 20h à 22h – Florenville
CINÉ-RENCONTRE AUTOUR DU FILM « MOINS ET MIEUX »

LIEGE

12/01 - 18h à 20h- Ans
RÉUNION CITOYENNE DE LA COMMISSION COMMUNALE ANS NORD/SUD

15/01- 19h30 à 22h30 - Seraing
CONFÉRENCE « LE DROIT À L'ALIMENTATION ET LUTTES PAYSANNES»

18/02 - 18h à 20h - Liège
CINÉ DÉBAT « GREEN IS THE NEW RED» FESTIVAL ALIMEN-TERRE»

01/03- 19h-21h- Ans
CINÉ CLUB NOURRIR ANS

13-14/03 - Liège
SALON DU VOLONTARIAT

HAINAUT

24/01 de 10h à 13h - Mons
CRÉATION D'UNE BALADE SONORE FÉMINISTE INTERCULTURELLE, 1ÈRE RENCONTRE, LANCEMENT DU PROJET

08/02 de 15h à 18h - Ecaussines
VOIX SANS FRONTIÈRES

10/02 de 19h15 à 21h30 - Mons
CINÉ-DÉBAT «DE LA GUERRE FROIDE À LA GUERRE VERTE» DE ANNA RECALDE MIRANDA, DÉCENTRALISATION DU FESTIVAL ALIMENTERRE

11/02 de 19h30 à 21h30 - Maubray
CINÉ-DÉBAT «LE VIVANT QUI SE DÉFEND» DE VINCENT VERZAT

05/03 en soirée - Mons
CONFÉRENCE GESTICULÉE «RADICAL !? (OU COMMENT AGIR ICI, MAINTENANT ET ENSEMBLE?)»

12/03 en soirée - Mons
CONFÉRENCE DE LISSEL QUIROZ AUTOUR DE LA « COLONIALITÉ DU GENRE », RÉFLEXION SUR LA DÉCOLONISATION DES FÉMINISME

14/03 de 10h à 17h - Ellezelles
FORUM DES SIMPLICITÉS ?

BRABANT WALLON

08/01 – 12h30 à 15h – Louvain-la-Neuve
ARPENTAGE DE « COMMENT LES RICHES RAVAGENT LA PLANÈTE - ET COMMENT LES EN EMPÊCHER », BD DE HERVÉ KEMPF ET JUAN MENDEZ

29/01 – 19h à 22h – Perwez
ARPENTAGE DE « RÉSISTER » DE SALOMÉ SAQUÉ

05/02 – 12h30 à 15h – Louvain-la-Neuve
ARPENTAGE DE « GLOBAL BURN-OUT » DE PASCAL CHABOT

05/03 – 12h30 à 15h – Louvain-la-Neuve
ARPENTAGE DE « RALENTIR OU PÉRIR, -L'ÉCONOMIE DE LA DÉ-CROISSANCE » DE TIMOTHÉE PARRIQUE

4-6-7/03 – Genappe
2ÈME ÉDITION DE RÉSISTANCES, RASSEMBLEMENT CULTUREL FÉMINISTE

04/03 – 19h à 21h – Genappe
ATELIER D'ÉCRITURE FÉMINISTE

06/03 – 20h30 – Genappe
SPECTACLE DE MÉLANIE AKKARI (PRÉCÉDÉ D'UN APÉRO-JEUX-DÉ-BATS)

07/03 – 14h à 17h – Genappe
FORMATION ARTIVISME & CINÉ-GOUTER POUR LES ENFANTS

07/03 – 10h à 22h – Genappe
CHORALE D'UN SOIR SPÉCIALE 8 MARS

18/03 – 20h30 à 23h – Genappe
CINÉ-DÉBAT « LE VIVANT QUI SE DÉFEND » DANS LE CADRE DU FESTIVAL DE FILM VIVRE DEBOUT

BRUXELLES

11/03 - 9h à 16h - Bruxelles
LANCEMENT DE LA MALLETTE PÉDAGOGIQUE «SYSTÈMES ALIMENTAIRES JUSTES ET DURABLES»

Retrouvez tous les évènements du CNCD-11.11.11 et inscrivez-vous sur le site **cncd.be/agenda**

.11 SE MOBILISE

5 octobre 2025

MARCHE CLIMAT.

Quelque 30 000 personnes ont marché dans les rues de Bruxelles, à l'initiative de la Coalition Climat. Ils ont dénoncé l'inaction climatique des gouvernements et réclamé que les fonds publics financent la transition écologique et non la destruction du climat.

© Arnaud Ghys

Octobre 2025

STAND UP FOR CLIMATE.

Une quarantaine de classes de la 4e à la 6e secondaire ont participé à Stand up for Climate, organisé par le CNCD-11.11.11, Greenpeace et Good Planet. Parmi ces jeunes, les élèves de l'Escalpade, école spécialisée de type 4, ont ramassé les déchets sur la Meuse.

© StandUpForClimate_l'Escalpade

11 octobre 2025

SOUTIEN AUX BERGERS DE PALESTINE.

Les Moutons bruxellois, en partenariat avec le CNCD-11.11.11, organisaient une journée solidaire avec les bergers palestiniens de Cisjordanie occupée qui subissent des agressions quotidiennes contre leurs troupeaux, leurs terres et leurs maisons.

©Shannon Rowies

Novembre 2025

OPÉRATION 11.11.11.

De la vente de produits solidaires à l'organisation d'événements - course à pied, concert, petit déjeuner - , des milliers de volontaires se sont mobilisés au profit de plus de 200 projets de développement dans les pays du Sud lors de l'Opération 11.11.11.

©WAW_Pierre Droussin